



Rapport sur les consultations régionales de l'AREI

L'organisation de consultations régionales est une priorité du plan de travail approuvé et fournira une occasion d'interaction avec les gouvernements et les parties prenantes dans tous les pays africains.

Conformément au plan de travail et au budget approuvés de l'AREI pour 2017-18, cinq consultations régionales seront organisées par les pays représentant les cinq régions au sein du conseil d'administration de l'AREI (Tchad, Egypte, Guinée, Kenya et Namibie) ainsi que par l'Unité indépendante de mise en œuvre de l'AREI (IDU) pour permettre aux gouvernements et aux parties prenantes de tous les pays africains de mieux comprendre l'AREI et de s'engager auprès de l'AREI.

Une première consultation s'est tenue à Ndjamena, au Tchad, pour la région de l'Afrique centrale, du 26 au 28 avril 2018. Des consultations pour les quatre autres régions étaient prévues pour juin (Nairobi, 11-12 juin ; Windhoek, 14-15 juin ; Le Caire, 20-21 juin ; Conakry, 25-27 juin). Cependant, pour des raisons d'ordre logistique, les experts techniques des régions et l'IDU ont convenu de reporter les consultations jusqu'à la fin de la réunion du Conseil pour se concentrer sur le recrutement du directeur permanent de l'AREI et préparer la réunion du Conseil. La prochaine consultation se tiendra à Nairobi pour la région de l'Afrique de l'Est les 10 et 11 juillet 2018. Les dates des autres réunions sont en cours de finalisation.

Objectifs et formats des réunions

Une note conceptuelle pour la prochaine réunion à Nairobi figure à l'annexe 1, qui donne un aperçu de la structure, des modalités pratiques et des objectifs.

Toutes les consultations régionales de l'AREI ont les mêmes buts et objectifs multiples notamment ;

- Assurer la connaissance de l'AREI par tous les pays de chaque région.
- Renforcer l'appropriation et la base d'une large participation dans chaque pays.
- Fournir des liens directs avec les personnes clés (points focaux AREI) dans chaque pays et consolider les contacts et les réseaux entre les pays, les groupes de parties prenantes et les professions.
- Mettre en commun de l'information et l'amélioration de la cartographie des projets d'énergies renouvelables dans les pays et dans la région, y compris l'évaluation initiale des priorités à la fois sur une base nationale et régionale.
- Fournir l'occasion de partager les meilleures pratiques et des exemples pionniers d'interventions politiques que d'autres pays de la région pourraient envisager.
- Contribuer à la cartographie des obstacles et des besoins, y compris les besoins de financement public pour des investissements accélérés dans les énergies renouvelables.

Les réunions auront un format similaire où les représentants des gouvernements et d'autres parties prenantes de la société civile africaine, du secteur privé et des institutions publiques interagiront pendant 2 à 3 jours. Le programme offre l'occasion d'en apprendre davantage et d'interagir sur l'AREI et ses visions, ainsi que fournir l'occasion pour les pays de s'engager les uns avec les autres et avec

l'IDU pour présenter leurs interventions prioritaires, l'analyse de la situation et des idées sur la manière dont l'AREI peut leur être bénéfique.

Le budget approuvé par le Conseil d'administration prévoit le financement par l'AREI de 3 participants gouvernementaux et 3 parties prenantes de chaque pays, ainsi que le financement d'experts et de personnes ressources. Le budget comprend également les coûts liés à l'administration de l'événement et les coûts liés au lieu de l'événement, à la traduction et aux autres services connexes.

Rapport de la première réunion tenue à Ndjamena (Tchad) pour la région Afrique centrale

La première consultation s'est tenue à N'Djamena du 26 au 28 avril 2018. Cette réunion a été organisée à bref délai et a réuni 14 participants au total, dont des représentants du Cameroun, du Gabon, de la Guinée équatoriale, de la République centrafricaine, de la République centrafricaine et du Tchad ; des représentants des organisations sous-régionales et internationales AFD, BAD, BDEAC, CEEAC et PEAC ainsi que des participants de l'administration publique, du secteur privé (banques, institutions commerciales et financières) et de la société civile de la région (annexe 2).

La réunion a été l'occasion d'une interaction approfondie sur les conditions spécifiques du pays et de la région en matière d'énergie renouvelable dans la région, ainsi que d'une meilleure compréhension de l'AREI et de son potentiel. Ce premier Dialogue a été structuré en quatre phases : Cérémonie d'ouverture, présentations plénières et échanges ; organisation des panels et restitution et adoption des recommandations.

La dernière partie des consultations comprenait des délibérations conjointes sur une déclaration de recommandations des participants à l'intention des pays de la région, de l'AREI et des organisations régionales Pool Énergétique de l'Afrique Centrale (PEAC) et Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC).



L'INITIATIVE DE L'AFRIQUE SUR LES ENERGIES RENOUVELABLES

NOTE CONCEPTUELLE CONSULTATION RÉGIONALE DE L'AREI POUR L'AFRIQUE DE L'EST Nairobi, Kenya, 10 - 11 juillet 2018

Conformément au plan de travail et au budget approuvés de l'AREI pour 2017-18, cinq consultations régionales seront organisées par les pays représentant les cinq régions au sein du conseil d'administration de l'AREI (Égypte, Guinée, Kenya, Namibie et Tchad) ainsi que par l'Unité indépendante de mise en œuvre de l'AREI (IDU) pour permettre aux gouvernements et aux parties prenantes de tous les pays africains de mieux comprendre l'AREI et d'assurer un engagement plus probant dans l'Initiative.

Contexte de l'AREI

L'Initiative de l'Afrique sur les Energies Renouvelables en Afrique (AREI) est un effort de transformation qui appartient à l'Afrique et est dirigé par le continent pour accélérer, intensifier et exploiter l'énorme potentiel du continent dans le domaine des sources d'énergie renouvelables.

Approuvée par tous les chefs d'État et de gouvernement africains par le biais de l'Union africaine, l'initiative a été lancée lors de la COP21 à Paris en 2015. L'AREI permettra à l'Afrique de passer rapidement à des systèmes énergétiques distribués modernes qui sont renouvelables, intelligents et capables à la fois de nourrir l'industrie et d'atteindre les personnes qui n'ont actuellement pas un accès adéquat aux services énergétiques modernes. L'Initiative vise à atteindre au moins 10 GW de capacité de production d'énergie renouvelable nouvelle et supplémentaire axée sur les personnes d'ici 2020, ainsi que l'accès universel à l'énergie et l'ajout d'au moins 300 GW d'ici 2030.

La principale force de l'initiative réside dans le soutien aux pays africains qui s'orientent vers des politiques nationales transformatrices et des ambitions accrues en matière d'énergies renouvelables - et dans la mobilisation des fonds publics internationaux nécessaires à la conduite de ces efforts. L'AREI reconnaît que les efforts doivent être pilotés par les pays, avec la participation de toutes les parties prenantes. Les programmes politiques ainsi que les projets d'énergie renouvelable qui sont conformes aux critères ambitieux de l'AREI, axés sur l'homme, l'environnement et le développement, peuvent être attribués comme étant conformes à l'AREI. Actuellement, l'AREI ne dispose pas de moyens propres pour financer directement ces efforts.

Par le biais de l'AREI, les pays africains prennent l'initiative et tracent la voie à suivre pour que l'Afrique devienne le premier continent d'énergie renouvelable.

L'AREI a été lancé à Paris comme l'un des résultats les plus significatifs du sommet sur le climat. Approuvé par tous les chefs d'État africains, le cadre et le plan d'action ambitieux de l'AREI, pris en charge par l'Afrique, concrétise les actions de transformation qui doivent être entreprises pour réaliser simultanément l'Accord de Paris, les objectifs de développement durable et les aspirations nationales en matière de développement.

L'AREI devient maintenant pleinement opérationnel par l'intermédiaire de son secrétariat, l'Unité de prestation indépendante (IDU), l'engagement direct avec tous les pays africains étant une priorité absolue. Le Conseil a donc décidé qu'une série de consultations pour chacune des cinq régions d'Afrique constituera un premier pas vers une participation active de tous les pays. De plus amples informations sur l'état actuel, les réalisations à ce jour et les perspectives pour 2018 et au-delà figurent

Annexe 1

dans le rapport du président de l'AREI au Sommet de l'UA (janvier 2018) et dans le communiqué suivant la cinquième réunion du Conseil d'administration (tous deux joints à la présente note conceptuelle). De nombreux documents d'information sont également disponibles sur www.arei.org.

Buts et objectifs de la consultation régionale

Les consultations régionales de l'AREI ont des buts et des objectifs multiples et interdépendants.

- Assurer la connaissance de l'AREI par tous les pays de chaque région.
- Renforcer l'appropriation et la base d'une large participation dans chaque pays.
- Fournir des liens directs avec les personnes clés (points focaux de l'AREI) dans chaque pays et consolider les contacts et les réseaux entre les pays, les groupes de parties prenantes et les professions.
- Fournir une contribution directe, en particulier, au processus de cartographie déjà amorcé (domaine de travail de l'AREI 1), à l'élaboration des politiques et des mesures incitatives (domaine de travail de l'AREI 2), au développement et au soutien des projets (domaine de travail de l'AREI 5), aux critères, aux garanties et à l'évaluation des technologies (domaine de travail de l'AREI 6) et aux processus d'engagement multipartite (domaine de travail de l'AREI 7).
- La mise en commun de l'information et l'amélioration de la cartographie des projets d'énergies renouvelables dans les pays et dans la région, y compris l'évaluation initiale des priorités à la fois sur une base nationale et régionale.
- Mettre en œuvre les processus de traduction du plan d'action de l'AREI dans les contextes nationaux.
- Fournir l'occasion de partager les meilleures pratiques et des exemples pionniers d'interventions politiques que d'autres pays de la région pourraient envisager.
- Contribuer à la cartographie des obstacles et des besoins, y compris les besoins de financement public pour des investissements accélérés dans les énergies renouvelables.
- Fournir une base initiale pour des efforts conjoints en vue de propositions du FCM et d'autres formes de collaboration entre les pays de la région.
- Améliorer la compréhension des besoins spécifiques des pays et des régions.
- Fournir une base pour une deuxième étape de consultations/conférences régionales de plus grande envergure afin d'impliquer beaucoup plus de représentants du gouvernement et d'intervenants.

Participants

Les consultations assureront une large participation, conformément au cadre de l'AREI et au plan de travail approuvé. Dans cette première série de consultations, l'accent sera mis sur un groupe relativement petit avec des antécédents :

- Gouvernement africain (responsables des énergies renouvelables dans les ministères, directeurs d'agences pour les énergies renouvelables, GCF, NDC et points focaux pour le climat, etc.)
- Académique
- Société civile (femmes, énergie, environnement, climat, etc.)
- Secteur privé (en particulier le secteur des énergies renouvelables domestiques + autres)
- Représentants des institutions africaines et internationales concernées.
- Experts/personnes-ressources
- IDU et experts techniques

Annexe 1

Heure et lieu

Chaque consultation se déroulera sur deux journées complètes (à l'exclusion des déplacements), où les participants doivent arriver la veille et partir tard le soir du deuxième jour ou le matin du troisième jour.

La consultation de l'Afrique de l'Est aura lieu à Nairobi du 10 au 11 juillet 2018 avec une arrivée le 9 juillet.

Préparatifs et participation active

Il sera demandé aux participants de préparer et de fournir certaines informations à l'avance (questions d'enquête + cartographie des principales personnes et institutions concernées par les énergies renouvelables dans leur pays). La Consultation cherchera à recueillir des informations auprès des pays de la région concernant les questions clés, les défis, les réussites à partager à travers l'AREI, les leçons apprises à partager à travers l'AREI, les contributions à la réserve de projets, les besoins/demandes de soutien, les inventaires de cas, les études de cas, les études, les exemples et les politiques à travers les différents domaines d'intérêt de l'AREI.

Lieu:

La Consultation se tiendra à l'Hôtel Intercontinental de Nairobi.

Préparatifs de voyage

Nous nous attendons à ce que les participants arrivent le lundi 9 juillet et partent soit le mercredi 11 juillet en fin de soirée, soit le 12 juillet.

La logistique de l'organisation du voyage sera prise en charge et payée directement par la Banque Africaine de Développement (BAD), qui émettra les billets et fournira les indemnités journalières. Les instructions détaillées de ces procédures seront communiquées directement aux personnes désignées pour représenter votre pays.

Hébergement

Les participants devront réserver et payer eux-mêmes avec leurs per diem pour leur logement, soit sur le lieu de l'événement, soit dans un autre logement de leur choix.

Programme

L'ordre du jour de la consultation permettra une interaction et des discussions approfondies entre tous les participants. L'objectif est de permettre le partage d'expériences et de points de vue, et de permettre à chacun de s'engager sur la manière de devenir actif, de contribuer à l'AREI et d'en tirer profit. Les séances comprendront des présentations plénières, des panels et des discussions de groupe. Un ordre du jour provisoire sera partagé avec le participant séparément.

Informations et coordonnées

De plus amples informations sur la Consultation peuvent être fournies par :

L'Unité indépendante de mise en œuvre (IDU)

idu@arei.org, or eastafricaconsultation@arei.org

Ministère de l'énergie, Kenya

James Gitonga, jj.gitonga@yahoo.com

Enregistrement

Veuillez fournir le nom, le titre, l'adresse électronique et, de préférence, le numéro de téléphone portable aux personnes qui représenteront votre pays : eastafricaconsultation@arei.org, copie à jj.gitonga@yahoo.com, and c.sipalla@afdb.org.



L'INITIATIVE DE L'AFRIQUE SUR LES ENERGIES RENOUVELABLES

Transformer l'Afrique vers un avenir fondé sur les énergies renouvelables avec un accès pour tous.

Rapport du 1^{er} Dialogue Régional – Afrique Centrale sur les Energies Renouvelables

N'Djamena, du 26 au 28 Avril 2018

L'INITIATIVE DE L'AFRIQUE SUR LES ENERGIES RENOUVELABLES



Transformer l'Afrique vers un avenir fondé sur les énergies renouvelables avec un accès pour tous.

En Septembre 2015, les Etats réunis au Sommet des Nations Unies sur le Développement Durable adoptèrent les 17 Objectifs du Développement Durable (ODD). L'ODD N°7 relatif à l'Energie vise à corriger les inégalités d'accès à l'énergie et à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable, grâce à la fois à des actions nationales et à la coopération internationale. Cette ambition est compatible avec l'ODD N°13 relatif aux Changements Climatiques.

En outre, considérant d'une part que l'accès aux services énergétiques est une condition sine qua non du développement et du bien-être, tout comme du développement économique prospère et la création d'emplois, et d'autre part que L'Afrique est le continent le plus vulnérable aux risques que présentent les changements climatiques et le plus touché par les effets néfastes qu'il génère, Les Chefs d'Etats Africains ont donné un signal mondial fort à la COP 21 à Paris en dotant l'Initiative Africaine des Energies Renouvelables d'un double objectif: Réconcilier le double défi que représentent l'expansion de l'accès à l'énergie et l'Atténuation des Changements Climatiques.

C'est ainsi que du 26 au 28 Avril 2018 s'est tenu à l'Hôtel Radisson Blu de N'Djamena, République du TCHAD, le Premier Dialogue Régional Afrique Centrale sur les Energies Renouvelables. Cette réunion a été organisée par l'Initiative Africaine sur les Energies Renouvelables (AREI) avec l'appui de la Banque Africaine de Développement.

Les objectifs de ce premier Dialogue sont, de:

- Assurer la connaissance de l'AREI par tous les pays de la région;
- Renforcer l'appropriation et la base d'une large participation dans chaque pays ;
- Fournir des liens directs aux personnes clés (points focaux AREI) dans chaque pays et consolider les contacts et les réseaux entre les pays, les groupes de parties prenantes et les professions ;
- Mobiliser les parties prenantes nationales pour apporter une contribution directe au processus de cartographie déjà initié (AREI domaine d'activité 1), au développement des politiques et des incitations (AREI domaine d'activité 2), au développement et au soutien des projets (AREI domaine d'activité 5), critères, garanties et l'évaluation des technologies (domaine de travail AREI 6) et les processus d'engagement multipartite (AREI, domaine d'activité 7) ;
- Mettre en route les processus de traduction du plan d'action AREI dans les contextes nationaux ;
- Fournir l'opportunité de partager les meilleures pratiques et les exemples d'interventions politiques que d'autres pays de la région pourraient envisager ;
- Cartographier les obstacles et les besoins, y compris les besoins de financement public pour des investissements accélérés dans les énergies renouvelables ;
- Construire une base de données dynamique des pipelines de projets d'énergie renouvelable dans les pays et dans la région, y compris l'évaluation initiale des priorités ;
- Identifier des partenaires fiables et initier la préparation et la soumission de propositions conjointes au Fonds Vert pour le Climat (GCF) et à d'autres sources de financement ;
- Améliorer la compréhension des besoins nationaux et régionaux.

Cette réunion a regroupé :

- les représentants des pays de l'espace CEEAC suivants : Cameroun, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, Tchad ;
- les représentants des organisations sous régionales et internationales ci-après : AFD, BAD, BDEAC, CEEAC, PEAC,



L'INITIATIVE DE L'AFRIQUE SUR LES ENERGIES RENOUVELABLES

Transformer l'Afrique vers un avenir fondé sur les énergies renouvelables avec un accès pour tous.

- les représentants de l'administration publique, du secteur privé (institutions bancaires, commerciales et financières) et de la société civile.

La liste complète des participants est en annexe du présent Communiqué Final.

Les travaux de ce premier Dialogue se sont déroulés en quatre phases :

- Cérémonie d'ouverture ;
- Présentations en plénière et échanges;
- Organisation des Panels
- Restitution et Adoption des recommandations.

Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture de la réunion a été ponctuée par quatre allocutions à savoir le mot de bienvenue du Directeur Général de la SNE, Coordonnateur National du Dialogue, le mot circonstanciel du Directeur par intérim de l'Initiative de l'Afrique sur les Energies Renouvelables, le discours du Secrétaire Général Adjoint de la CEEAC chargé de l'intégration socio-culturelle et l'Allocution d'ouverture officielle de la réunion prononcée par le Ministre du Pétrole et de l'Energie.

Dr Jean Paul M'BATNA, Directeur Général de la SNE dans son propos liminaire, a souhaité la bienvenue, en langue ancestrale « DJITAN DJITT » à tous les délégués au nom du Comité d'organisation. Puis, il a dressé ses remerciements les plus appuyés au Président de la République de Guinée, le Professeur Alpha CONDE, au Directeur intérimaire de l'IDU, pour la confiance placée en son pays pour l'organisation de ce Premier Dialogue. Dans la même lancée, il a remercié le Président de la République du Tchad pour sa clairvoyance et sa vision de faire des Energies Renouvelables un levier de développement du Tchad.

Enfin, il a tenu à saluer tous les efforts entrepris par les pays, les experts et les partenaires au développement pour accompagner les pays de l'espace CEEAC dans ce challenge.

Prenant la parole, le Directeur par intérim de l'Initiative, l'ambassadeur Seyni NAFO, a commencé par présenter le contexte de la création de l'Initiative et rappelé ses objectifs. Puis, il s'est appesanti sur le processus d'accompagnement des Etats sur la base des critères ambitieux à respecter. Dans cette lancée, il a déroulé l'ensemble des réalisations 2016-2017 dont nous citerons entre autres :

- la mise en place de l'Unité Indépendante de Mise en œuvre;
- le lancement de la cartographie des initiatives existantes et des programmes d'énergie renouvelable en Afrique;
- la compilation de 450 projets d'énergie renouvelables existants pour une puissance d'environ 50GW;
- la formulation de critères robustes pour l'appropriation Africaine des sauvegardes environnementales et sociales relative à l'accès à l'énergie et au bien-être humain. Enfin, il a présenté les prochaines étapes 2018-2020 en précisant les activités immédiates et intermédiaires.

Ensuite, le Secrétaire-Général Adjoint de la CEEAC chargé de l'intégration socioculturelle, Son Excellence Andres EDU MBA MOKUY dans son discours, s'est d'abord acquitté d'un devoir solennel, celui de présenter les regrets du Secrétaire Général de la CEEAC, Son Excellence Ahmad ALLAM-MI de n'avoir pas pu être physiquement présent. Puis, il a remercié et félicité les plus hautes autorités du Tchad, en tête desquelles le Président de la République Chef de l'Etat, Son Excellence Idriss Deby ITNO et le Peuple Tchadien pour l'accueil, les conditions de travail et le leadership en matière d'énergies renouvelables. En outre, il a édifié l'assistance sur non seulement les nombreux défis à relever, mais



L'INITIATIVE DE L'AFRIQUE SUR LES ENERGIES RENOUVELABLES

Transformer l'Afrique vers un avenir fondé sur les énergies renouvelables avec un accès pour tous.

surtout sur les initiatives mises en œuvre par la CEEAC, dont la création du PEAC et l'adoption du Code du Marché de l'électricité en octobre 2009 et du livre Blanc CEMAC/CEEAC en mai 2015, éléments qui ont conduit à l'organisation à Bruxelles d'une Table ronde des Bailleurs de Fonds autour du portefeuille des projets prioritaires du secteur de l'énergie de l'Afrique Centrale. En terminant ses propos, il a décliné les perspectives de la CEEAC et a exhorté les partenaires au développement à accompagner la mise en œuvre de la politique énergétique de l'Afrique Centrale.

Clôturent les allocutions, le Ministre du Pétrole et de l'Energie, Me BECHIR MADET a prononcé son allocution d'ouverture au nom du Président de la République, Chef de l'Etat. Il a dans un premier temps souhaité à l'ensemble des participants venus des pays de la sous-région une cordiale et fraternelle bienvenue en terre Tchadienne. Puis, il a rappelé les efforts entrepris par son pays et les résultats atteints en termes de valorisation du potentiel énergétique du Tchad.

Dans cette lancée, il a magnifié la vision, la clairvoyance et la position de leadership des Présidents Alpha CONDE et Idriss Deby ITNO de faire de l'Afrique Centrale l'espace de promotion du développement par les Energies Renouvelables.

Pour clore, après avoir d'une part exhorté les participants à faire preuve d'inventivité en proposant des solutions adaptées aux défis de l'Afrique Centrale, et d'autre part remercié les partenaires techniques et financiers pour leurs appuis multiformes, il a officiellement déclaré ouvert le Premier Dialogue Régional Afrique Centrale sur les Energies Renouvelables.

En reprenant les travaux, le bureau du présidium du Dialogue a été mis en place et se présente comme suit :

- Président : Monsieur Abdelkrim DANGAYE Directeur Général Adjoint de l'Agence de Développement des Energies Renouvelables (ADER) du Tchad ;
- 1^{er} Vice-Président : Monsieur KOUTELE Jean, Représentant de la CEEAC ;
- 2^{ème} Vice-Président : Monsieur ATADE MOGO, Représentant du PEAC ;
- Modération : Madame Stéphanie NJIOMO, Chargée de Programme Climat à la Fondation Friedrich Ebert de Yaoundé au Cameroun ;
- 1^{er} Rapporteur : Monsieur PABANDJI Fleury Junior, Directeur Général du Fonds National de l'Environnement de la RCA ;
- 2^{ème} Rapporteur : Monsieur MAMBOUNDOU Joël Célestin, Directeur Exécutif de l'Observatoire des Ressources Naturelles en Afrique Centrale (ORNAC) du Gabon.

La Modératrice a esquissé le programme des trois journées, présenté les résultats attendus et expliqué le modus operandi des présentes assises.

Le Président de l'Atelier a de ce fait invité les orateurs à faire leurs présentations.

Présentations en plénière :

Les présentations ont porté sur :

- L'Initiative Africaine sur les Energies Renouvelables, par le Directeur intérimaire de l'IDU Seyni NAFO ;
- les Energies Renouvelables, par Dr MBIAKE ;
- le PEAC-CEEAC sur les portefeuilles les programmes et les projets prioritaires, par M. Atadet Azarak Morgo du PEAC ;
- les présentations des Experts Pays.



L'INITIATIVE DE L'AFRIQUE SUR LES ENERGIES RENOUVELABLES

Transformer l'Afrique vers un avenir fondé sur les énergies renouvelables avec un accès pour tous.

A l'issue des présentations et des échanges :

- les participants ont été informés du rôle de l'Initiative, de son fonctionnement et des mesures qu'elle met en place pour répondre aux défis à la fois énergétique et d'atténuation des changements climatiques ;
- Les participants se sont appropriés l'état d'avancement du portefeuille des programmes et projets prioritaires du PEAC ;
- Les Participants ont été édifiés de l'état d'avancement du secteur des énergies renouvelables dans les différents pays et des difficultés rencontrées dans le financement de leurs stratégies respectives ;
- Les participants ont été informés des mécanismes mis en place par les institutions financières sous régionales, dont la BDEAC ;
- Les présentations des Experts Pays ont été fructueuses avec le partage d'expérience et le transfert de compétences.

Après les présentations en plénières, un panel a été organisé avec les organismes financiers. A l'issue des travaux, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

A l'endroit des pays :

- Assurer la pleine participation des Autorités Nationales Désignées et Compétences du Fonds Vert Climat à toutes les activités de l'AREI et notamment au Dialogue ;
- Associer systématiquement les centres de recherches académiques et universitaires nationaux et régionaux à la mise en œuvre des activités de l'Initiative dans les axes de travail pertinents ;
- Rendre les mesures appropriées afin d'impliquer davantage les institutions communautaires pertinentes (CEEAC, CEMAC, BDEAC, etc.) dans la structuration des projets et la mobilisation des fonds pour la mise en œuvre de leurs projets.

A l'AREI :

- Veiller à la mise en place urgente d'une facilité régionale d'assistance technique pour le renforcement de capacités, le développement de projets et la mobilisation des ressources ;
- Intensifier la participation des centres de recherches académiques et universitaires nationaux et régionaux à la mise en œuvre des activités de l'AREI, et ; mettre en place un panel ad hoc scientifique et technique pour renforcer les capacités de l'IDU et de l'AREI ;
- Mettre à la disposition des Etats une plateforme internet contenant l'ensemble des opportunités liées à la mise en œuvre des projets EnR (financement, renforcement des capacités, études techniques, etc.)

Au PEAC/CEEAC :

Accompagner le renforcement des capacités nationales dans la mise en place d'un environnement des affaires favorable au plein essor des EnR, tout en veillant à harmoniser les cadres institutionnels et réglementaires

A la BDEAC :

Dans le cadre de son accréditation au Fonds Verts Climat, accompagner les pays de la Région dans la formulation d'un programme de mise en œuvre de leur Contributions Déterminées Nationales (CDN) à travers la mise en œuvre d'un portefeuille d'investissement prioritaire, et ; susciter la mise en place d'un réseau d'institutions nationales de financements pour le développement des EnR.

Fait à N'Ndjamena, le 28 Avril 2018, Les Rapporteurs



AREI

L'initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables